

*L'Adresse—M. de Corneille*

Hier, un député de l'opposition a fait allusion à un taux de chômage de 15,8 p. 100 à Manicouagan. Je défie ce député d'aller demander aux gens de Manicouagan ce qu'ils en pensent. Ce serait un bon sujet de devoir pour le député qui a présenté cette statistique.

Je sais qu'il n'est pas facile d'établir des statistiques du chômage. Toutefois, il est parfaitement injuste de lancer des chiffres exagérément faibles, qui ne révèlent pas la véritable souffrance des habitants de la région en question.

**M. Roland de Corneille (Eglinton—Lawrence):** Monsieur le Président, en règle générale, le discours du trône permet au gouvernement de faire le point, de rendre compte des progrès réalisés dans le passé et de tracer la voie à suivre pour l'avenir. Évidemment, on ne s'attend pas à trouver de détails précis ni même un budget dans un discours du trône. Toutefois, il permet au gouvernement de faire part de ses projets d'avenir et d'exposer l'orientation future qu'il entend donner au pays.

• (1730)

L'évaluation faite par le premier ministre des réalisations de son gouvernement ne semble pas étayée par les faits. Exception faite de certains grands centres urbains dans le Golden Horseshoe, et peut-être à Ottawa et Montréal aussi, le reste du pays ne se débrouille certainement pas aussi bien en cette période dite de relance, de relance mondiale faisant suite à une crise mondiale dévastatrice. Si l'on analyse, région par région, les promesses faites et tenues par les conservateurs, on a encore moins lieu d'être fier.

En ma qualité de député libéral, j'ai pour tâche de surveiller pour le compte de l'opposition officielle, les responsabilités et l'activité du secrétaire d'État du Canada (M. Crombie). Le déphasage et l'échec du gouvernement conservateur ainsi que son incompetence et insouciance à l'égard de ce domaine sont confirmés par le fait que, en deux ans, deux secrétaires d'État y sont passés et un troisième vient d'être nommé, qui sera embarrassé et humilié à son tour, puisque son gouvernement néglige de donner suite à ses promesses de subventions. Le Cabinet dont il fait partie a financièrement ruiné les secteurs relevant du secrétaire d'État et lâchement négligé de tenir ses promesses. Non seulement deux secrétaires d'État ont défilé en deux ans, mais des sous-ministres du secrétariat d'État ont également été dégomés. Le premier ministre (M. Mulroney) vient également de nommer un troisième sous-ministre.

Ceux qui sont dans des domaines qui relèvent du secrétariat d'État ne peuvent que souffrir du fait que nous en sommes maintenant à notre troisième ministre et également à notre troisième sous-ministre en deux ans. C'est pourtant un ministre qui a de très lourdes responsabilités. Pour n'en citer que quelques-unes, il traite avec 52 000 organismes de charité, il est responsable de la citoyenneté, il s'occupe d'un Canadien sur huit, les invalides et handicapés de ce pays, c'est de lui que relèvent les droits de la personne et les langues officielles, et également le million d'étudiants, les professeurs et administrateurs de nos universités et collèges. Je n'ai pourtant cité que quelques-uns des domaines qui relèvent du secrétariat d'État,

le portefeuille le plus instable de tous. Aujourd'hui je voudrais me limiter à un de ces domaines, l'enseignement postsecondaire.

[Français]

Deux ans se sont écoulés depuis l'accession au pouvoir du gouvernement conservateur. Quand on fait le bilan, force est de constater que l'enseignement postsecondaire traverse une crise grave au Canada. Les mesures prises par le gouvernement dans le secteur de l'instruction sont pour le moins alarmantes. Mais le plus grave, c'est qu'elles donnent l'impression que le gouvernement n'a pas l'intention de s'acquitter de ses responsabilités vis-à-vis des jeunes Canadiens.

[Traduction]

D'une part le gouvernement reconnaît que nous devons faire tout notre possible pour que le Canada soit plus compétitif et plus productif, de façon à survivre économiquement et culturellement. Il prend même des initiatives, comme ce que l'on appelle les négociations de libre-échange, pour nous propulser à grande vitesse dans cette concurrence. D'autre part, alors qu'il nous lance à toute allure dans la concurrence, il désarme le pays qui devra lutter pour sa survie en laissant dériver notre enseignement vers la démoralisation, la dégradation et le désespoir et il accélère même le processus en fixant délibérément des priorités qui retardent la recherche et la poursuite de l'excellence. C'est aussi simple que cela.

Il ne s'agit pas là d'une intention délibérée du gouvernement de brader le Canada, pour que nous finissions par devenir les domestiques de nouveaux maîtres économiques étrangers, en réduisant les crédits de recherche et d'enseignement, pas plus que pendant la grande crise économique Neville Chamberlain n'avait voulu, au nom de l'économie et de la modération budgétaire, vendre la Grande-Bretagne à ses ennemis en réduisant la croissance militaire. Bien sûr qu'il ne l'a pas fait intentionnellement: il ne faisait que s'occuper du déficit. Mais aussi vrai que la bataille d'Angleterre a failli être perdue, nous allons perdre la bataille de la survie économique et culturelle du Canada à moins de faire machine arrière, à moins de changer nos priorités, à moins que la politique actuelle du laisser-faire ne cède la place à un véritable leadership.

[Français]

Ce bilan des mesures prises par le gouvernement progressiste conservateur peut paraître excessivement sévère et partisan. Il suffit pourtant de se rappeler les promesses qu'il avait faites et les mesures qu'il a prises par la suite pour montrer qu'il a délibérément laissé tomber l'enseignement postsecondaire. Personne ne se rappelle davantage les promesses que les progressistes conservateurs ont faites pendant la campagne électorale de 1984 que les dirigeants de l'Association canadienne des professeurs d'université. En réponse aux questions posées par l'ACPU, le parti progressiste conservateur s'était précisément engagé à maintenir la formule énoncée dans l'accord de 1977 pour le calcul des paiements de transfert aux provinces au titre de l'enseignement postsecondaire.

De plus, les dirigeants de l'ACPU se rappellent fort bien que les progressistes conservateurs avaient solennellement promis de doubler l'aide du gouvernement fédéral à la recherche.